A présent, nous sommes tous des keynésiens

Le père de la macroéconomie nous a transmis plusieurs enseignements. Le premier d'entre eux est qu'il ne faut jamais prendre au sérieux les prétentions des financiers

Lorsque Barack Obama entrera à la Maison Blanche, il proposera un gigantesque plan de relance budgétaire. De nombreux gouvernements mettent sur pied des plans semblables. Même l'Allemagne, à son corps défendant, est obligée de se joindre au mouvement. Le spectre de John Maynard Keynes, le père de la macroéconomie, est revenu nous hanter, accompagné de celui de son disciple le plus intéressant, Hyman Minsky. Tout le monde sait à présent ce qu'est le « moment Minsky » – le moment où une bulle financière éclate et génère la panique.

Comme tous les prophètes, Keynes a laissé des enseignements ambigus à ses disciples. Nares sont ceux qui croient encore aux ajustements budgétaires défendus par ses épigones dans les décennies qui suivirent la seconde guerre mondiale. Mais plus personne ne croit non plus aux vertus des politiques monétaristes défendues par son célèbre adversaire intellectuel, Milton Friedman. Aujourd'hui, presque soixante-trois ans après la mort de Keynes, et alors que nous sommes entrés dans une nouvelle période de crise financière qui risque d'entraîner un ralentissement général de l'économie, il nous est plus facile de déterminer ce qui reste valable dans ses enseignements.

Il y voit trois grandes leçons.

La première, qui fut développée par Minsky, est que nous ne devrons pas prendre au sérieux les prétentions des financiers. « *Un banquier sain n'est pas, hélas, celui qui connaît le danger et l'évite, mais celui qui, lorsqu'il est ruiné, est ruiné de façon orthodoxe et traditionnelle avec tous ses collègues, de sorte que personne ne peut vraiment lui en vouloir* ». On voit donc à quel point la notion de « marchés efficaces » lui était étrangère.

Les dénaturer lesquels que l'un ne peut analyser l'économie de la même manière qu'une entreprise individuelle. Pour une entreprise, il est logique de chercher à réduire les coûts. Si le monde essayait de faire la même chose, il n'aboutirait qu'à faire diminuer la demande. Un individu peut très bien ne pas dépenser la totalité de ses revenus, alors que le monde doit tout dépenser.

La troisième leçon, et la plus importante, est que l'on ne doit pas aborder l'économie comme un conte moral. Dans les années 1930, deux visions idéologiques s'affrontaient : la vision autrichienne et la vision socialiste. Les Autrichiens – Ludwig von Mises et Friedrich von Hayek – soutenaient qu'il était nécessaire de purger les excès des années 1920. Les socialistes, eux, affirmaient que le capitalisme avait failli et qu'il devait tout bonnement être remplacé par le socialisme. Ces points de vue étaient enracinés dans deux religions séculières inconciliables : la première estimait que le comportement individuel égoïste garantissait la stabilité de l'ordre économique ; la seconde, que ce comportement ne pouvait mener qu'à l'appauvrissement, l'instabilité et la crise.

Le génie – très britannique – de Keynes fut d'insister sur le fait que nous ne devions pas appréhender un système économique selon une lecture morale, mais comme un défi technique. Il souhaitait préserver la plus grande liberté possible, tout en admettant qu'un minimum d'Etat était nécessaire dans une société démocratique dotée d'une économie industrielle. Il souhaitait préserver l'économie de marché sans pour autant croire que le laisser faire est la clé du meilleur des mondes possibles.

L'ÉCLAIRAGE DE MARTIN WOLF

Comme dans les années 1930, nous sommes placés devant un choix : soit nous décidons de relever ces défis de façon collective et pragmatique, soit nous chaussons des œillères idéologiques et cédons à l'égoïsme

Or voilà que ce même débat moraliste revient une nouvelle fois à l'ordre du jour. Les « liquidationnistes » contemporains affirment qu'un effondrement généralisé permettrait l'émergence d'une économie purifiée. Leurs adversaires de gauche réorganisent que l'ère des marchés est révolue. Moi même je souhaite que les alchimistes financiers qui prétendaient que toujours plus de dettes permet de transformer le plomb économique en or soient chassés.

Et pourtant Keynes aurait à coup sûr estimé que de telles approches étaient stupides. Car si les marches ne sont pas infaillibles, on ne peut pas non plus s'en passer. Ils construisent en réalité les fondements d'une économie productive et de la liberté individuelle. Mais ils peuvent également se fourvoyer gravement et doivent donc être gérés avec précaution. L'élection de M. Obama reflète sans aucun doute le souhait d'un tel pragmatisme. La tâche de la nouvelle administration sera d'accompagner le monde vers une résolution pragmatique de la crise économique mondiale à laquelle nous sommes aujourd'hui tous confrontés.

La priorité absolue est de rétablir la bonne santé de l'économie mondiale.

Le défi à court terme est, comme l'aurait recommandé Keynes, de soutenir la demande globale. Mais le financement direct des emprunteurs par les banques centrales sera tout aussi important. Il est évident que la plus grosse partie du fardeau incombera aux Etats-Unis, notamment parce que les Européens, les Japonais et même les Chinois sont trop inertes, trop complaisants, ou trop faibles. Vu la correction en cours des dépenses des ménages dans ces pays déficitaires, cette période de forts déficits publics va, hélas, probablement se prolonger plusieurs années. Dans le même temps, il faut déployer un gros effort pour purger les comptes des ménages ainsi que le système financier. Un échange dettes contre actions sera sûrement nécessaire.

Le défi à plus long terme consistera à rééquilibrer la demande mondiale. On ne peut attendre des pays déficitaires qu'ils dépensent sans compter jusqu'à la faillite, pendant que les pays excédentaires continuent à qualifier de débauche les dépenses dont profitent largement leurs exportateurs. C'est là l'axe central des efforts qui doivent être entrepris pour reconstruire l'ordre économique mondial, objectif sur lequel la nouvelle administration américaine doit se concentrer. C'est un objectif de cet ordre qu'avait en tête Keynes lui-même lorsqu'il exposa en 1944, lors de la conférence de Bretton Woods, ses idées sur le système monétaire de l'après-guerre.

Non moins pragmaques doivent être les efforts visant à édifier un nouveau système de régulation financière mondial et à définir une politique monétaire qui empêche la formation de bulles du crédit et de bulles.

Comme l'a clairement montré Minsky, il n'existe pas de réponse valable de façon permanente. Mais reconnaître la fragilité systémique d'un système financier complexe serait déjà un bon départ.

Comme dans les années 1930, nous sommes placés devant un choix : soit nous décidons de relever ces défis de façon collective et pragmatique, soit nous chaussons des œillères idéologiques et cédons à l'égoïsme. L'objectif, lui, est clair : préserver une économie ouverte et stable (au moins raisonnablement) qui offre des opportunités à plus grande part de l'humanité. Notre bilan en la matière depuis quelques années n'est malheureusement pas brillant. Nous devons faire mieux. Et nous pouvons y parvenir à condition d'abord de cesser de nous laisser en esprit d'humilité et de pragmatisme débarrassé de tout a priori idéologique.

Comme aurait pu le dire Oscar Wilde, en économie, la vérité est rarement pure et jamais simple. C'est pour moi la principale leçon de cette crise. C'est aussi celle que Keynes lui-même nous a tous appelé. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © FT. Traduit de l'anglais par Gilles Berton

LIVRES

Gauche sentimentale

Une réflexion sur la démocratie économique et les impasses politiques actuelles

Pourquoi la gauche a-t-elle perdu son « hégémonie » idéologique ? Jean Lojkine, directeur de recherches émérite au CNRS, s'intéresse depuis longtemps aux mutations du salariat. Pour lui, l'échec du communisme soviétique, comme celui de la social-démocratie, est double : théorique et politique. Et l'on nomera d'emblée la primauté accordée par l'auteur à la théorie, sans laquelle, montre-t-il, le « *drap de culturel* » entre les couches populaires et intellectuelles risque de perdurer. C'est donc théoriquement et politiquement que la gauche doit être refondée.

Premièrement, la gauche doit renouveler sa critique de l'Etat et du libéralisme, affirme l'auteur à l'instar de beaucoup d'autres. L'échec théorique du socialisme était celui d'un marxisme « *réductiste* », identifié à « *un système pyramidal centralisé* ». Si l'étatisme est dans une impasse aujourd'hui, c'est aussi parce que l'Etat n'a plus rien à voir avec « *l'Etat minimal* » des libéraux. La crise actuelle s'identifie à la crise de l'« *Etat social* », montre Jean Lojkine, pour qui il ne suffira donc pas d'un peu plus de régulation pour remédier aux errements du capitalisme. Contre une certaine naïveté, M. Lojkine rappelle qu'il n'y a pas d'Etat vertueux face au grand méchant marché. Mais que l'appareil d'Etat, impregné encore aujourd'hui d'une idéologie « *autoritaire* », et même « *totalitaire* », est « *l'expression de la contradiction des forces productives et des rapports de production capitalistes* ».

Deuxièmement, la gauche doit être davantage en phase avec la société. La « *révolution informationnelle* » ouvre un nouveau cycle politique, souligne l'auteur. « *Il serait vain de ne pas remarquer que [la] poussée sociale libérale s'appuie sur des mutations réelles de notre société, avec la révolution informationnelle l'élévation du niveau intellectuel des nouvelles générations (...), les aspirations et les pratiques d'autonomisation individuelle (...) mettent en cause les structures délégataires pyramidales* ».

Parmi les sentiers explorés : comment redonner sens à l'idée d'un droit au travail ? C'est peut-être dans la conquête de droits nouveaux attachés à la personne qu'est la nouvelle frontière, souligne M. Lojkine.

Dans le dernier chapitre, consacré aux nouveaux rapports de classe, l'auteur considère sans indulgence une gauche aujourd'hui divisée sur la conquête du pouvoir. Un bon nostalgique de cette soif d'idéal que chante Alain Souchon il veut croire encore en la perspective gramscienne de « *conquête culturelle progressive du pouvoir* ».

Mais on poserra ici une question : la culture populaire dont parlait Gramsci (intellectuel communiste, mort en 1937 en sortant des geôles de Mussolini) existe-t-elle encore ? Jean Lojkine convaincant davantage quand il plaide, tout du « *valeurs de solidarité, de mutualisation, d'autonomie individuelle, contre la concurrence meurtrière, destructrice...* » ■

PHILIPPE ARNAUD

LA CRISE DES DEUX SOCIALISMES. Leçons théoriques, leçons politiques
Jean Lojkine
Le Temps des cerises. 170 p., 15 €

PARUTION

MONNAIES RÉGIONALES
De nouvelles voies vers une prospérité durable
Bernard Lietaer et Margrit Kennedy
Bernard Lietaer, qui a étudié durant trente ans les systèmes monétaires, voit dans la création de monnaies régionales une réponse de proximité aux dégâts collatéraux de la globalisation, notamment en période de crise. L'économiste belge rappelle les précédents historiques pour expliquer comment des monnaies complémentaires à l'euro pourraient fournir une réponse durable à la crise. « *Beaucoup d'entités publiques ont vécu longtemps dans un système monétaire dual* », communiquant à la stabilité économique ou offrant « *une fonction de refuge* », souligne en préface Michel Rocard, premier ministre de 1988 à 1991. Convaincu que les systèmes actuels, efficaces pour créer de la richesse, laissent de côté de nombreuses ressources sous-valorisées et ne sont pas en mesure de satisfaire des besoins sociaux, l'auteur explique à partir d'expériences menées dans le monde entier, au Japon, en Allemagne, à Bali, en quoi les monnaies complémentaires sont une réponse systémique à la crise.
(Edit. ons Charles Léopold Mayer. 250 p., 20 €). A. RR

LES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE

Ralph Hawtrey et « l'opinion du Trésor »

CHRONIQUE
JEAN-MARC DANIEL

TOUT le monde se plaît à dire que les propositions du premier ministre du Royaume-Uni, Gordon Brown, et du Trésor britannique ont été les plus rapides et les plus pertinentes face à la crise du système bancaire mondial. Les Américains, après les diverses versions du plan Paulson, aussi que les Européens, s'y sont ralliés. Cette technicité reconnue des hauts fonctionnaires économiques anglais est ancienne. Au moment de la crise de 1929, les économistes se référaient à ce qu'il était convenu d'appeler « *l'opinion du Trésor* » (anglais), et si l'histoire a associé la sortie de crise à Keynes et à ses théories, tout le monde, à l'époque, rendait plutôt hommage à Ralph Hawtrey qui, en tant que plus haut responsable du ministère des finances à Londres, était le porteur de ladite « *opinion du Trésor* ».

Né le 22 novembre 1879, Ralph Hawtrey a le profil type du haut fonctionnaire anglais, formé à Eton puis à Cambridge, qu'il quitte en 1901 avec un diplôme de mathématiques. Reçu au concours du Trésor, il en monte rapidement les échelons au point d'en devenir le chef en 1919. Il y cruise Keynes dont il devient l'ami distant avant de s'en faire le détracteur. Il a y faire remarquer par sa maîtrise des problèmes monétaires. En 1922, c'est lui qui mène le jeu à la conférence de Gênes qui organise le retour à un système d'étalon-or.

Hawtrey s'illustre en développant une théorie exclusivement monétaire du cycle économique et des crises. Pour lui, les fluctuations de la croissance sont dues à des phases de création excessive de monnaie par le crédit, suivies de phases de contraction de la masse monétaire par réduction brutale des volumes de prêts consentis par les banques. Dans un livre paru en 1932 intitulé *The Art of Central Banking*, Hawtrey met en avant le rôle déterminant de la banque centrale dans la politique économique. Elle doit contenir les banques dans les périodes d'expansion du crédit et leur fournir du refinancement pour les inciter à prêter au moment de la récession. Son arme privilégiée est le taux de refinancement qui, à l'époque où Hawtrey écrit, est le taux d'escompte. Cette vision de l'origine monétaire des crises le conduit lors de la crise des années 1930 à faire trois propositions : la première est une forte baisse du taux d'escompte. La deuxième est de dévaluer les monnaies par rapport à l'or pour augmenter la base monétaire et donc la masse monétaire globale. Fort de cette idée, il dénonce l'inertie américaine qui ne prend fin qu'en 1933 quand Roosevelt décide de dévaluer le dollar ; et il dénonce également l'aveuglement des Français qui, en demandant le remboursement en or des livres détenues par leur banque centrale, vident les caisses de la Bank of England au risque d'asseché la base monétaire britannique et d'amplifier la crise d'abord en Angleterre, puis par contagion en Europe. La troisième est de refuser une relance budgétaire. En effet, en période de crise, un déficit public finance par les banques a l'avantage de créer de la monnaie et d'assurer la « reflation » – contraire de la déflation – de l'économie, il a un double inconvénient : il déboche souvent sur des investissements peu utiles ; il crée un besoin en emplois dans un secteur – en général celui des travaux publics – qui ne correspond pas nécessairement aux compétences des chômeurs. Des les années 1930, intervenir sur le recours à la politique budgétaire pour éviter la récession, Hawtrey a conscience que cela ne conduira qu'à un cumul d'inflation et de chômage.

« Selon l'économiste, la banque centrale doit contenir les banques dans les périodes d'expansion du crédit et leur fournir du refinancement pour les inciter à prêter au moment de la récession »

La victoire de Clement Attlee en 1945 mène au pouvoir une équipe d'économistes keynésiens avec qui il ne heurte très rapidement. Il fait valoir ses droits à la retraite en 1947 et, anobli en 1956, se consacre à l'écriture et à la lecture. Il meurt en 1975, année où la stagflation, qui il annonçait dans les notes qu'il transmettait au gouvernement dans les années 1930 sur les conséquences des idées de Keynes, était devenue une incontestable réalité. ■

Jean-Marc Daniel est professeur à ESCP-EAP.